



Arrêté portant abrogation de l'arrêté n° AR-2024-32 relatif à la réglementation temporaire et spatiale de la pratique de l'escalade et des activités sur la partie sommitale

N°AR – 2025 – 6

Mesure conservatoire destinée à la protection d'éléments du patrimoine naturel :
mise en quiétude d'un site de nidification de Grand-duc d'Europe (Bubo bubo)
Localisation : Cœur du Parc national des Calanques – site du vallon des Aiguilles /
secteurs d'escalade La Mitre et Métalika

La Directrice de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l'Environnement, notamment son article L.331-4-1 et R.331-65 ;

Vu la loi pour la Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages n° 2016-1087 du 8 août 2016, notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;

Vu le décret n° 2012-507 modifié du 18 avril 2012 créant le Parc national des Calanques, et notamment ses articles 4 et 15 ;

Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCoeur), notamment ses MARCoeur 8 et 28 (II) ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 août 2022 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national des Calanques ;

Vu la décision n° 2023/128 portant délégation de signature de de la directrice de l'établissement public du parc national des Calanques ;

Vu l'arrêté n° AR-2024-32 du 14 novembre 2024 portant réglementation temporaire et spatiale de la pratique de l'escalade ;

Considérant les observations des agents du Parc national qui permettent d'identifier l'absence de reproduction du couple de Hibou Grand-duc sur ce site ;

Considérant que l'usage des voies d'escalade situées sur ce site n'est plus susceptible de générer un dérangement pour cette espèce.

ARRETE

Article 1

Les mesures de l'arrêté n° AR-2024-32 du 14 novembre 2024 portant réglementation temporaire et spatiale de la pratique de l'escalade sont levées jusqu'au 15 novembre 2025.

Article 2

Le présent arrêté sera affiché pendant deux mois au siège de l'établissement public du Parc national et sera publié au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques tenu à la disposition du public au siège de l'établissement et mis à sa disposition sous forme électronique de façon permanente et gratuite (cf. site : www.calanques-parcnational.fr).

À Marseille,

Le directeur adjoint

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.

Copie :

- Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône
- Mairie de Marseille
- Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade (CT13 FFME)
- Membres de la Commission Escalade du Parc national des Calanques
- Services d'intervention et de secours à la personne (BMPM, SDIS)